

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 02/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS FRANCE

ZA du Port de MORU
130 Route du Chevaleret
60700 Pontpoint

Références : CAR-R/228/25-SLT/SL
Code AIOT : 0005101291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS FRANCE implanté Les Taillis 60126 Longueil-Sainte-Marie. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS FRANCE
- Les Taillis 60126 Longueil-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0005101291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société LAFARGE GRANULATS exploite une carrière à ciel ouvert en eau de sables et graviers alluvionnaires sur les communes de Longueil-Sainte-Marie et Chevrières.
Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 05/06/2009 pour une durée de 20 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article II.5.4 et II.5.6	Sans objet
2	Bornage et plans de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article III.1.4	Sans objet
3	Extractions	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article IV.1	Sans objet
4	Suivi de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article IV.6	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article III.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité sur les points contrôlés.

Il est toutefois rappelé à l'exploitant que :

- l'acte de cautionnement en cours de validité doit être transmis au préfet avec copie à l'inspection,
- le plan d'exploitation doit être transmis annuellement à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article II.5.4 et II.5.6		
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières		
Prescription contrôlée :		
Article II.5.4		
L'exploitant constitue des garanties financières afin de permettre la remise en état maximale à tout moment au cours de l'exploitation.		
Le montant des garanties financières constituées lors de la poursuite d'exploitation faisant l'objet de la présente décision est de :		
Phase	Indice TP01 initial	Montant en €
1 2009-2014	620.5	1 695 922

2009-2014		
2 2015-2019	620.5	1 101 562
3 2020-2024	620.5	369 996
4 2025-2029	620.5	369 996

Article II.5.6

En cas d'augmentation supérieure à 15% de l'indice TP 01, le montant des garanties financières devra être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation.
L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement en cours de validité.
L'acte de cautionnement est établi par la société ASTRADIUS pour un montant de 506 416 € et est valable pour la période allant du 06/06/24 au 05/06/29.

Le montant des garanties financières a été actualisé avec l'indice TP01 en vigueur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : il est rappelé à l'exploitant que l'acte de cautionnement doit être transmis au préfet avec copie à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bornage et plans de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article III.1.4

Thème(s) : Autre, Bornage et plans

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit satisfaire aux prescriptions suivantes, avant le début des travaux de mise en exploitation :

- des bornes sont placées permettant de définir le périmètre de la carrière. Elles sont maintenues en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-74 du code de l'environnement susvisé ;

- un plan de bornage en 2 exemplaires est adressé dans les 2 mois suivant la notification de la présente décision, à l'inspection des installations classées à Beauvais.

De plus, l'exploitant établit un plan à l'échelle 1/2500e. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte la présente décision ainsi que les abords dans un rayon de 50 m ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Il fait également apparaître nettement les zones :

- non encore décapées ;
- décapées depuis un an ;
- où les extractions sont en cours ;
- où les travaux de remise en état des lieux sont en cours ;
- remises en état, dont celles depuis un an.

Une copie du plan précité, en 2 exemplaires, est adressée à l'inspecteur des installations classées, au plus tard le 31 janvier de chaque année civile. Il est accompagné d'un mémoire de l'exploitant explicitant l'avancement des différents travaux au regard du plan prévisionnel figurant au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, expliquant les raisons des éventuels retards des travaux de remise en état des lieux et, sous cette hypothèse, le calendrier des actions prévues pour les résorber. Ce mémoire mentionne en outre les productions réalisées depuis un an, celles réalisées depuis le début de l'exploitation et les réserves restant à exploiter.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan d'avancement au 27/09/2024 réalisé par la SELARL Houdry.

Le plan présente l'ensemble des éléments attendus. Il est complété par l'implantation des piézomètres.

La surface restante à exploiter correspond à la zone d'implantation de l'installation de traitement (lieu-dit Les Taillis) et une zone à l'ouest (lieu-dit Le Pont de planche). L'exploitation de ces secteurs nécessite une durée d'environ 3.5 ans. Ce phasage correspond à celui défini dans le dossier d'autorisation.

Le plan n'est pas transmis annuellement à l'inspection. Il est rappelé à l'exploitant que cette transmission doit être réalisée pour l'ensemble des carrières en exploitation, étant entendu qu'une transmission par voie électronique est envisageable.

Par mail du 27/05/25, l'exploitant a transmis le plan d'avancement du 27/09/24.

Lors de la visite, la présence des bornes en limite de carrière a été recherchée sur une partie de la carrière. La végétation s'étant développée, une seule borne a pu être localisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Observation : il est rappelé à l'exploitant que le plan d'exploitation doit être transmis à l'inspection annuellement. Cette transmission peut être réalisée par voie électronique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extractions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article IV.1
Thème(s) : Autre, Extractions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site peut être excavé à une profondeur de 10.60 m au maximum. Aucune extraction ne doit être réalisée sous la cote de 20.30 m NGF.</p> <p>La quantité totale autorisée à extraire est de 2 045 000 m³ soit 3 270 000 t de sables et graviers, hors découverte constituée de 225 000 m³ de terres végétales et de 1 155 000 m³ de stériles.</p> <p>L'exploitation progresse selon le plan de phasage annexé au présent arrêté.</p> <p>Les décapages sont réalisés à sec, au moyen d'une pelle hydraulique.</p> <p>Les terres végétales sont stockées de façon à éviter leur tassement. S'ils doivent durer plus de 6 mois, leurs dépôts ou merlons sont ensemencés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation précise les profondeurs d'extraction. Il est constaté qu'aucune extraction n'est réalisée sous la cote de 20.30 m NGF.</p> <p>Par ailleurs comme indiqué au point précédent, le phasage définit dans le dossier d'autorisation est respecté.</p> <p>L'exploitant indique que les terres végétales sont stockées sous forme de merlons périphériques ensemencés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article IV.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux souterraines au droit du site font l'objet d'un suivi piézométrique et qualitatif.</p>

Les échantillons d'eau sont prélevés dans les piézomètres repérés au dossier de demande susvisé PBM1, PBM2, PBM3, PBM4, PT et Pz4 et, au moins, dans 2 piézomètres supplémentaires. Ces piézomètres supplémentaires captent la nappe de la Craie et sont implantés, sous les directives d'un hydrogéologue agréé, à l'aval hydraulique du site, l'un à l'aval du secteur "Le Parc aux bœufs".

Les analyses portent sur les paramètres suivants : pH, COT, métaux lourds, HCT, HAP, hydrocarbures aromatiques (BTEX), hydrocarbures aliphatiques (tétrachloroéthylène et trichloroéthylène a minima), PCB ; elles sont réalisées semestriellement, en période de hautes et de basses eaux. Sur les piézomètres aval captant la nappe de la Craie, une analyse complète de type RP est en outre réalisée chaque année, alternativement en périodes de hautes eaux et de basses eaux.

Les niveaux piézométriques sont rapportés au Niveau Général de France.

Tout incident susceptible d'altérer la qualité des eaux souterraines est porté par l'exploitant, sous le délai de 24 h, à la connaissance du Préfet de l'Oise, de l'inspection des installations classées, de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de l'Oise et du (ou des) gestionnaire(s) du (ou des) captage(s) d'alimentation en eau potable potentiellement menacé(s).

Sous le délai de 15 jours suivant leur obtention, l'exploitant communique aux organismes précités les résultats des analyses piézométriques. Il commente les résultats enregistrés, au regard notamment des conditions d'exploitation de la carrière, des travaux de remblaiement en particulier.

Constats :

L'exploitant indique qu'un suivi semestriel est réalisé sur 8 piézomètres. Les 2 derniers contrôles de la qualité des eaux souterraines ont été réalisés en mai et octobre 2024 par la société KALITE'O.

Le suivi réalisé lors du prélèvement porte sur les paramètres suivants : pH, °T, conductivité. Des échantillons sont par ailleurs transmis au laboratoire EUROFINS pour analyse complémentaire.

L'ensemble des paramètres visés par la prescription sont analysés. L'analyse complète de type RP est réalisée sur le piézomètre captant la nappe de la craie et localisé en aval de la carrière. Les résultats n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article III.5

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement

ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 relatives aux bruits aériens émis par les carrières sont applicables à l'établissement. Notamment, l'activité du chantier ne doit pas être à l'origine dans les locaux riverains habités ou occupés par des tiers ou au-delà d'une distance de 200 m par rapport aux limites autorisées d'une émergence sonore supérieure à :

- 3 dB(A) pour la période allant de 6h à 7h,
- 5 dB(A) pour celle allant de 7h à 21h.

En particulier, elle n'engendre pas aux abords des habitations du hameau du Quesnoy un niveau acoustique équivalent (Leq), mesuré en dB(A) suivant la norme S31.010 supérieur à :

- 59.5 dB(A) pour la période allant de 6h à 7h,
- 52 dB(A) pour celle allant de 7h à 21h.

S'il y a lieu, un merlon sera édifié entre l'exploitation et les zones habitées afin de contenir les émissions sonores en direction de celles-ci dans les limites précitées ; l'implantation de ce merlon ne devra pas perturber l'écoulement des eaux superficielles en cas de crues.

En dehors de la plage horaire 6h - 21h, les activités de la carrière et de l'installation de traitement de matériaux minéraux sont mises à l'arrêt.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel, réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'exploitant réalise un contrôle au moins annuel des niveaux sonores engendrés par les activités de la carrière, dans des conditions représentatives de celles-ci, notamment aux abords des habitations du hameau du Quesnoy. Il tient les résultats obtenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant 3 ans. Il effectue en particulier une campagne de mesures au cours du 1er trimestre suivant la mise en exploitation du secteur "Les Prévotés".

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesure des niveaux de bruit réalisé par la société COLIBRUIT le 01/04/2025.

Les mesures sont réalisées au niveau de 3 points localisés en limite de propriété et 1 point en ZER (hameau du Quesnoy).

Les résultats obtenus ne montrent pas de dépassement des niveaux de bruit.

On note que le rapport compare les résultats de la campagne 2025 avec ceux obtenus lors des années précédentes. Les résultats sont conformes sur l'ensemble des contrôles.

Type de suites proposées : Sans suite